

Le pain et l'eau

Sylvie BRUNEL

*Professeur des Universités en géographie du développement à l'Université Paul Valéry
(Montpellier III) et à l'Institut d'Études Politiques de Paris*

Résumé. — Ni le pain ni l'eau ne devraient faire défaut aux six milliards de personnes que compte l'humanité aujourd'hui, aux onze qu'elle comptera demain. Mais une mauvaise répartition liée à la pauvreté d'une part, les rivalités voire les conflits pour l'accès aux ressources et la maîtrise des territoires, d'autre part, expliquent que des millions de personnes se trouvent privées de pain ou d'eau. Seule une refonte de la coopération internationale fondée sur de véritables « contrats de développement » permettrait de remédier à cette iniquité porteuse de multiples dangers pour l'avenir.

Mots-clé : Développement, malnutrition, guerre de l'eau, FAO.

Comment traiter de la question du « pain et de l'eau » dans un colloque sur la mondialisation organisé par des philosophes et des juristes quand on est soi-même une simple géographe ? Tout simplement en partant du « ras du sol », ou plus précisément des questions posées par *l'accès au pain et à l'eau*, ces deux denrées symboliques pour l'humanité en ce sens qu'elles incarnent deux domaines essentiels de la vie humaine que sont la sécurité alimentaire et la possibilité de disposer d'une eau potable.

I. — LE PAIN

Le pain, c'est la sécurité alimentaire, c'est-à-dire la possibilité pour tout être humain d'avoir accès en tout temps et en tout lieu à une nourriture saine, suffisante et adaptée culturellement.

A. — Une nourriture suffisante mais mal répartie

Théoriquement, la sécurité alimentaire ne devrait pas poser de problème puisque la nourriture produite sur la terre est largement suffisante pour nourrir chacun d'entre nous. Même lorsque nous ne serons plus 6 milliards (comme en 2000) mais presque le

double : la population mondiale ne dépassera probablement jamais 12 milliards d'individus puisque tous les pays du monde, y compris les « roches dures » de la natalité qu'étaient jusqu'à présent l'Afrique sub-saharienne et le Proche et Moyen-Orient, sont à présent engagés dans la seconde phase de la transition démographique. Les démographes s'accordent donc sur une stabilisation de la population mondiale autour de 11 milliards de personnes à l'horizon 2100, ce qui veut dire que le nombre des hommes devrait ne plus jamais doubler par rapport à aujourd'hui.

Le problème, c'est que cette nourriture suffisante est loin d'être également répartie, bien au contraire : 840 millions de personnes environ souffrent de malnutrition selon la FAO (799 dans les pays sous-développés – et on ne peut qu'admirer la précision des chiffres dans un domaine où l'imprécision – à la fois sur les chiffres de population, de production alimentaire et d'échanges – règne... ; 30 dans les pays dits en transition, 11 dans les pays développés). Cela signifie qu'ils ne disposent pas d'assez de pain pour bien vivre, le terme pain étant bien entendu une métaphore puisque la moitié de ces malnutris vivent en Asie, et donc appartiennent dans leur grande majorité à la civilisation du riz.

Paradoxe supplémentaire : trois quarts de ces malnutris sont des ruraux, donc des personnes qui en principe produisent leur propre pain (toujours dans un sens métaphorique). L'Asie notamment, et particulièrement l'Inde, est à la fois le continent qui a effectué les plus grands progrès dans le domaine agricole, en lançant la révolution verte dès le milieu des années 1960, et celui qui compte le plus grand nombre de ventres creux.

B. — Greniers pleins... et ventres vides

L'Inde est à cet égard un pays emblématique : bien que la production agricole y ait été multipliée par 3 depuis 1965, ce qui a permis d'accroître les quantités de nourriture disponibles par habitant de 20 % en dépit d'une croissance démographique soutenue – et sans mentionner les importants problèmes écologiques posés par un productivisme fortement consommateur d'engrais, de pesticides et d'eau d'irrigation –, bien que l'Inde, donc, ait banni le spectre des famines et soit devenue un grand pays exportateur de céréales, allant jusqu'à fournir une aide alimentaire à l'Irak après la guerre, elle est aussi le pays qui compte le plus grand nombre de malnutris, environ 300 millions de personnes, soit plus du quart de sa population (1 033 millions de personnes en 2001).

La raison ? Elle réside d'abord et avant tout dans la pauvreté, l'insuffisance de pouvoir d'achat. Les malnutris sont des non-consommateurs, des personnes qui ne peuvent avoir accès à une alimentation pourtant disponible faute de moyens : le pain existe mais ils ne peuvent se l'acheter. L'Inde compte ainsi 60 millions de familles sans terres. Plus grave encore, cette grande puissance industrielle, ultra-développée par certains aspects de son économie et de sa science, compte selon l'Unicef 70 millions d'enfants malnutris, soit deux fois et demi plus qu'en Afrique sub-saharienne !

Les choses sont-elles en train de s'améliorer depuis la libéralisation du pays, à partir de 1991 ? Nullement. Le gouvernement, soucieux de réduire le déficit budgétaire, s'est livré à une opération « vérité des prix », qui a surtout touché les denrées subventionnées à l'intention des familles défavorisées, bien plus que les intrants destinés aux producteurs agricoles... (qui, dans certaines régions, gaspillent d'autant plus l'eau

d'irrigation qu'ils ne payent pas l'électricité nécessaire pour faire tourner les pompes !). Cette opération a consisté à diminuer les subventions permettant de rendre certaines denrées accessibles même aux plus pauvres dans les magasins d'État du PDS (*Public Distribution System*). Résultat : 50 millions de tonnes de céréales pourrissent depuis 2002 dans les greniers étatiques, parce que des millions de personnes sont trop pauvres pour les acheter ! Et de nombreuses petites entreprises agro-alimentaires, telles les huileries, font faillite, laissant des millions de petits producteurs et de salariés sur le carreau, parce que l'ouverture brutale des frontières dans le cadre de la libéralisation du pays se traduit par l'arrivée de produits étrangers à bas prix qui laminent la production locale.

C. — *Une mondialisation mal digérée*

Supprimer les famines, c'est bien, mais tolérer la persistance d'une malnutrition chronique de masse est inacceptable, surtout quand on se présente comme la plus grande démocratie du monde.

La situation de l'Inde est assez proche de ce qui est en train de se passer au niveau mondial : on sait parfaitement comment éviter les famines, par la mise en place de systèmes d'alerte et de prévention des crises alimentaires graves, on sait mettre en œuvre des dispositifs humanitaires d'urgence qui permettent d'éviter les grandes catastrophes, inacceptables à nos consciences, mais la faim silencieuse, discrète, de ceux qui n'ont pas voix au chapitre, ces « non-consommateurs » qui ne comptent pas, ni politiquement ni économiquement, n'intéresse personne.

Jamais, grâce à la mondialisation, autant de richesses n'ont été produites et échangées... et jamais autant de personnes n'ont été laissées de côté. La question de la pauvreté de masse, de la justice sociale, de l'équité reste entière. Car la mondialisation, en même temps qu'elle crée des opportunités, suscite des exclusions et creuse les inégalités.

Ainsi, le second continent à être touché par la faim, l'Afrique noire. Ce continent qui aurait pu être le grenier du monde si l'histoire et les choix des hommes avaient été différents, vit au contraire une situation plus dramatique encore que celle de l'Inde.

Au bruit de fond qu'est la faim chronique, qui affecte plus du tiers de la population, pour des raisons liées là encore à la pauvreté et à l'absence de moyens techniques, source de la faiblesse des rendements agricoles, tout comme à l'ouverture du continent noir aux produits subventionnés en provenance du Nord, qui ruinent les productions locales, du coton au riz, s'ajoutent en Afrique les famines.

D. — *De l'utilité politique des famines*

Rupture absolue de nourriture pour des populations entières entraînant à brève échéance la mort si rien n'est fait pour interrompre le processus, les famines ne devraient plus se produire, ni en Afrique, ni ailleurs : la nourriture existe, nous l'avons vu, et les capacités logistiques des agences d'aide permettent d'enrayer toute pénurie alimentaire... À partir du moment où l'on souhaite agir. C'est là que le bât blesse.

En Afrique en effet, le contrôle de l'accès à la nourriture est systématiquement orchestré :

- Pour obtenir la reddition d'une population, voire son élimination quand il s'agit d'une minorité gênante et indésirable. Ces famines-là sont niées pour pouvoir se prolonger en dépit de la mondialisation, qui raccourcit les distances et rend le monde transparent : nier la famine, c'est empêcher la mise en branle des mécanismes d'assistance.

- Pour se constituer des clientèles politiques : la nourriture reçue crée des allégeances vis-à-vis de ceux qui la distribuent, on le voit bien avec les stocks de sécurité dilapidés à chaque campagne électorale.

- Exposer la famine (et non pas la nier), c'est pouvoir recevoir une aide humanitaire, qui, si la situation est suffisamment grave pour mobiliser les médias et susciter la compassion internationale, permet de recevoir en quelques mois l'équivalent de plusieurs années d'une coopération traditionnelle de plus en plus chichement accordée.

Ainsi se produisent des « famines vertes », dans des milieux qui n'auraient jamais dû souffrir de la faim si les mécanismes traditionnels de résistance avaient joué (migration, entraide, décapitalisation...), d'autant que les signes précurseurs d'une famine naissante ne manquent pas et qu'entre le début des problèmes alimentaires et la survenue de la vraie famine s'écoulent de longs mois. On a coutume de dire à ce sujet que « les famines ne tombent pas du ciel »... On voit ainsi perdurer des famines qui n'auraient même pas dû se produire parce que certains régimes ou mouvements politiques ont intérêt à l'exposition des affamés...

Mais justement la vraie question est de savoir pourquoi des gouvernements en viennent à tolérer, voire à susciter de tels drames pour leurs propres populations. Est-il acceptable que la coopération Nord-Sud soit tellement mal en point qu'il faille le drame de la famine pour espérer être soutenus par la communauté internationale ? Ou obtenir des allègements de dette ?

La même problématique se retrouve en ce qui concerne l'eau.

II. — L'EAU

A. — *Le serpent de mer du développement durable*

Dans son remarquable *Dictionnaire raisonné de géographie de la santé*, publié en 2001 par l'Université de Montpellier III, Henri Picheral souligne à quel point l'eau est reconnue depuis la haute Antiquité comme une variable essentielle de l'étiologie et de l'épidémiologie des maladies. « La qualité de l'eau est aujourd'hui un des problèmes majeurs de santé publique tant dans les pays sous-développés avec des risques élevés de pollution biologique que dans les pays industrialisés et urbanisés où la qualité de l'eau est menacée par d'autres formes de pollution. »

L'effondrement du mur de Berlin en 1989 puis la disparition officielle de l'Union soviétique en décembre 1991 ont inauguré une nouvelle ère dans les relations internationales, celle de la décennie des « bons sentiments ». Elle s'est officiellement ouverte au Sommet de la Terre, à Rio en 1992, pour se clore sur « Rio plus 10 », à Johannesburg

dix ans plus tard, en septembre 2002. Cette décennie a été marquée par une succession de sommets, tous plus officiels et courus les uns que les autres, à l'issue desquels les chefs d'État du monde entier se sont engagés à lancer de très ambitieux programmes de lutte contre la pauvreté. Diminuer par deux le nombre de malnutris d'ici 2015 (Rome 1996) ou... celui des personnes n'ayant pas accès à l'eau potable dans le même laps de temps, comme à Johannesburg.

Ces proclamations solennelles ont été adoptées au nom du développement durable, ce nouveau vieux concept qui permet de rafraîchir la vieille idée, désormais obsolète, du développement tout court, en y injectant, selon un dosage et une recette encore très mystérieux pour ceux qui sont censés le promouvoir, trois ingrédients apparemment contradictoires : l'économique (produire plus), le social (mieux répartir), et l'écologie (ne pas compromettre l'avenir).

Les modalités effectives de la réalisation des objectifs chiffrés solennellement adoptés sont demeurées d'autant plus énigmatiques que, parallèlement, les mêmes chefs d'État se sont empressés de tailler allégrement dans les montants alloués à l'aide publique au développement (- 30 % en dix ans), beaucoup moins attrayante depuis qu'elle avait perdu son utilité géopolitique avec la fin de la Guerre froide. Force est ainsi de constater que bien peu des recommandations de l'ambitieux « Agenda 21 », pourtant signé en 1992 par 173 chefs d'États, ont été suivies d'effets.

Et pourtant, tout au long de cette décennie passée, la question de l'eau est revenue comme un *leitmotiv* du développement durable. Elle figure au cœur des préoccupations environnementales, avec les multiples controverses sur les conséquences du réchauffement climatique (modification du régime des pluies dans de nombreuses régions du monde, fréquence accrue des épisodes violents aux basses latitudes, ennoiment probable des régions les plus basses), la sécurité alimentaire, qui a toujours supposé dans un passé récent un recours accru à l'irrigation, les questions sanitaires, l'eau constituant un des principaux vecteurs de maladie lorsqu'elle n'est pas de qualité satisfaisante.

Il est impossible de se passer d'eau. Elle compose 60 % de l'organisme humain. Plus de 80 % des maladies tropicales sont liées à une eau souillée ou mal contrôlée, « véhicule d'agents pathogènes dans le cas des maladies hydriques (infectieuses et parasitaires), dont elle assure la diffusion », comme l'explique Henri Picheral dans son *Dictionnaire... (op. cit.)* : paludisme, onchocercose, fièvre typhoïde, schistosomiase, choléra, dysenterie amibienne... ces maladies tuent 25 millions de personnes chaque année.

B. — *Le défi d'une eau de plus en plus convoitée*

En théorie, tout comme la terre peut aisément nourrir douze milliards d'hommes, la « planète bleue » dispose de suffisamment d'eau douce pour les besoins... non pas de 12 cette fois, mais de 20 milliards d'hommes. Et là encore, la question des réserves d'eau de l'humanité ne devrait donc jamais se poser. En théorie.

La réalité est plus nuancée : d'une part, cette eau n'est pas forcément disponible, d'autre part elle n'est pas toujours accessible. Le contrôle de l'eau risque de donner lieu aux plus âpres affrontements du prochain siècle. Le défi à relever tient en quelques mots-clés :

• *Rareté.*

Certes, l'eau ne manque pas à la surface de la terre : quatre-cinquième de sa superficie en est recouverte ! Mais cette eau est... salée : l'eau douce représente moins de 3 % de l'eau mondiale.

Pour les deux tiers, cette eau douce est difficile d'accès car concentrée dans les glaciers et la couverture neigeuse. La quasi-totalité du dernier tiers se trouve dans des nappes souterraines difficiles d'accès. Reste la partie dite « utile », c'est-à-dire celle qui est accessible à l'humanité : l'eau de pluie, les nappes phréatiques utilisables en l'état actuel des techniques, les rivières, ruisseaux, réservoirs et lacs, etc. Ils ne représentent environ... que 0,3 % du total mondial !

De plus, comme pour la nourriture, cette eau est mal répartie : dix pays, Brésil, Chine et Russie en tête, possèdent 60 % des ressources. 15 % des réserves se trouvent en Amazonie... où vit 0,3 % de la population mondiale. *Un être humain sur cinq dans le monde n'a pas accès à l'eau potable, soit 1,3 milliard de personnes !*

*C. — Des inégalités qui se creusent
dans un contexte de consommation croissante*

90 % de l'eau douce disponible n'est pas directement utilisée par l'homme : 20 % servent à des usages industriels, 70 % à l'irrigation des terres agricoles. Plus du tiers de la production agricole mondiale provient de 15 % seulement des terres arables de la planète, où l'irrigation joue un rôle-clé. Sans ces 100 millions d'hectares, une partie de l'humanité risquerait de mourir de faim. Lorsque l'on ajoute l'usage agricole et l'usage domestique, la consommation annuelle moyenne d'eau est de 800 mètres cube par personne. Mais cette moyenne cache de fortes disparités : un Africain consomme en moyenne 30 litres d'eau par jour, un Européen 200 litres, un Américain... 600 litres. La consommation annuelle passe ainsi de 10 000 m³ par personne en Amérique du Nord à 260 mètres³ en Jordanie !

Au niveau mondial, il faudrait une disponibilité moyenne de 1 700 mètres³ par an et par personne pour satisfaire tous les besoins... soit plus du double du montant actuel. Avec environ 80 millions de personnes « en plus » chaque année sur la terre dans les années 1990, la demande croissait de... 63 km³ par an, l'équivalent de l'écoulement total annuel du Rhin, du Rhône ou de l'Euphrate ! L'urbanisation, surtout, entraîne une demande croissante : 600 villes d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine dépasseront le million d'habitants d'ici vingt ans, contre 50 seulement pour les pays riches.

Diminution de la ressource de base, croissance exponentielle des besoins... la pénurie d'eau menace désormais des régions entières, au Proche et au Moyen-Orient, en Afrique du Nord, mais aussi en Californie, à Pékin ou à Mexico ! Dès 2030, la demande en eau pourrait dépasser l'offre dans de nombreuses régions du monde.

Cette situation alarmante est d'autant plus choquante que le gaspillage de l'eau continue d'être universellement répandu : plus des deux tiers de l'eau utilisée dans le monde servent à irriguer des millions d'hectares de terres agricoles, au prix souvent d'une déperdition, d'un gaspillage et de problèmes environnementaux considérables. Lorsqu'elle est mal conduite, l'irrigation dégrade les terres. Un quart des superficies irriguées sont affectées de problèmes de salinisation qui font plafonner les rendements.

Paradoxalement, les pays pauvres, qui, le plus souvent, ne disposent pas d'un accès à l'eau satisfaisant, sont en même temps *les champions de la mauvaise utilisation de l'eau* : par hectare de terre irriguée, ils utilisent en moyenne deux fois plus d'eau que les pays riches... pour une production agricole trois fois moins élevée !

Mieux utiliser l'eau existante permettrait donc de limiter les pertes et d'accroître l'accès à l'eau pour de multiples populations qui s'en voient privées alors que les réserves ne manquent pas autour d'eux.

D. — *De plus en plus de « guerres de l'eau »*

En effet, si la pénurie d'eau n'est pas inéluctable puisque les réserves sont suffisantes, elle peut être organisée à l'encontre de certaines populations ou de certaines régions pour des motifs géopolitiques ou économiques. Tout comme dans le domaine alimentaire, où la faim est devenue une arme pour de nombreux mouvements en guerre, détenir l'accès à l'eau permet de contrôler et de dominer certaines populations. Les « seigneurs de la guerre » se multiplient lorsque l'or bleu devient une ressource rare. Contrôler des fleuves, des barrages, voire des puits, au niveau local, justifie de véritables guerres. La maîtrise des eaux de l'Euphrate, du Nil, du Gange ou du Mékong, par exemple, est au cœur de ces nouveaux affrontements stratégiques. Le problème est planétaire : selon la revue *Hérodote*¹, 215 rivières internationales sont concernées !

Des régions comme le Moyen-Orient notamment vivent sous la menace de l'approvisionnement en eau. Non pas qu'elles en manquent dans l'absolu, malgré la semi-aridité qui pèse sur certains pays de la zone, car elles disposent de gigantesques châteaux d'eau naturels, comme la chaîne du Taurus d'où partent notamment l'Euphrate et le Tigre... Mais la source de ces grands fleuves allogènes (qui traversent l'Irak, la Syrie, l'Iran ou le Koweït) se trouve dans un pays, la Turquie, soucieux de contrôler l'approvisionnement et le débit de ses cours d'eau, à la fois pour irriguer des territoires qui pourraient alors constituer de nouveaux fronts pionniers au détriment des populations autochtones, mais aussi pour aboutir à des accords internationaux permettant de faire payer l'eau. Ou de l'échanger contre des accords stratégiques (concernant par exemple, le statut de la population kurde). voire de garantir l'approvisionnement en une autre ressource essentielle, le pétrole. L'or noir et l'or bleu se monnaient de la même façon...

E. — *Un enjeu économique majeur*

De même, dans le domaine économique cette fois, une poignée de multinationales – dont les plus importantes sont françaises – ont édifié des fortunes considérables sur le marché de l'eau et sa fourniture aux collectivités locales, aux entreprises et aux particuliers. Les diaboliser serait pourtant une erreur d'analyse : elles ont aussi développé des techniques et un savoir-faire qui rendent leur présence et leur concours précieux lorsqu'elles acceptent – et c'est de plus en plus souvent le cas – de s'investir dans des activités de service public, y compris, via leurs fondations notamment, à destination de populations en situation précaire et non solvables. Le problème, c'est que beaucoup

¹ « Géopolitique de l'eau », *Hérodote* n° 102, 3e trimestre 2001, Paris.

aujourd'hui désinvestissent et quittent les pays émergents lorsque ceux-ci connaissent des crises financières qui étioient leurs profits en suscitant des phases de récession économique.

Néanmoins, le dogmatisme libéral d'institutions comme la Banque mondiale, qui poussent à son extrême le principe de la privatisation de l'eau, donne parfois des résultats aberrants, comme au Chili où différentes compagnies – production d'électricité, compagnies minières, céréaliers et sociétés de distribution d'eau – gèrent les réserves disponibles en fonction de leurs seuls intérêts, souvent rivaux, voire contradictoires... au détriment bien évidemment des usagers.

Pour une éthique de l'eau

Si le principe de faire payer l'eau à son juste prix afin d'éviter les gaspillages, notamment dans l'agriculture et l'industrie, se justifie aisément car c'est le seul moyen de faire prendre conscience que l'eau n'est pas une ressource inépuisable et « naturelle » (« fabriquer » de l'eau potable devient, dans certaines régions, de plus en plus coûteux), « privatiser » l'eau à tout prix présente en effet des effets pervers : faire prévaloir une logique de rentabilité à court terme risque de priver d'accès à l'eau potable les populations qui sont déjà les plus pauvres et les plus vulnérables, et dont beaucoup vivent dans des régions où les contraintes naturelles sont fortes, en terme de pluviosité, de qualité des sols, de densité des infrastructures...

Faire payer l'eau se justifie, voire s'impose, quand elle est destinée à des activités économiques productives, de même que le principe « pollueur-payeur » est le seul moyen de responsabiliser les différents agents utilisateurs de l'eau. Mais que se passe-t-il quand certaines populations ne peuvent pas payer ? Ou quand elles sont en situation de discrimination dans la région où elles vivent, et que l'accès à l'eau leur est dénié ?

Il est fondamental de garantir un accès à une eau saine et de qualité, en quantités suffisantes, à toutes les populations dont les besoins fondamentaux ne sont pas assurés aujourd'hui, et le pouvoir d'achat trop faible pour leur permettre d'améliorer leurs conditions de vie. En effet, une eau de mauvaise qualité se répercute à tous les niveaux de l'activité socio-économique (morbidity et mortalité des enfants, donc forte fécondité des femmes, temps perdu à la corvée d'eau, mauvais état de santé général de la population, qui ne la rend pas à même d'exercer pleinement des activités économiques...) et entretient le cercle vicieux du sous-développement, qui coûte infiniment plus cher à une nation que la rémunération à tout prix de l'eau fournie. En d'autres termes, *fournir une eau potable a des effets multiplicateurs à long terme sur le développement qui vont au-delà du simple coût direct de la ressource en eau.*

Pour de nouveaux contrats de développement

Il devient donc urgent de faire admettre au niveau mondial que l'eau est un bien mondial d'usage public, pour réhabiliter un concept mis à jour par l'économiste Samuelson en 1954. On développe de plus en plus cette notion juridique du « bien public », qui est un bien que l'on qualifie de « non rival » (on le consomme sans en priver les autres) et non exclusif (tout le monde doit y avoir accès). L'accès à l'eau est un problème global

dont les solutions sont locales. Les ONG peuvent faire beaucoup pour en accroître la disponibilité, mais il n'est pas de leur ressort de mettre en chantier de nouvelles législations concernant la maîtrise des approvisionnements. De même que la sécurité alimentaire, l'accès à l'eau pour toute personne et toute communauté devrait être universellement admis comme un droit humain de base. L'eau devrait relever du patrimoine commun de l'humanité et donner lieu à la création d'un service public de l'eau au niveau international.

Il paraît donc nécessaire de refonder une véritable coopération internationale, dont les « contrats de développement » pourraient former l'ossature. Il s'agit de reconnaître à chaque être humain le droit à un minimum de services publics essentiels, dans l'alimentation (ce qui inclut le droit à percevoir une juste rémunération pour son travail), l'eau potable, l'accès à l'électricité et aux infrastructures de base (car la sécurité alimentaire, ce sont d'abord les échanges), la santé, la stabilité et la sécurité de l'environnement institutionnel... Toute la coopération internationale devrait être tournée vers la mise en œuvre effective et concrète de tels contrats de développement, qui fonderaient les annulations de dette, harmoniseraient le travail des différents acteurs de la coopération, agences, entreprises comme ONG, et permettraient la réalisation de programmes d'envergure, chiffrés, mesurables et échelonnés dans le temps, au lieu des multiples initiatives actuelles, incohérentes, parfois contradictoires, voire concurrentielles, qui sont menées sous la bannière de la coopération, y compris humanitaire. Les effets sur le développement de l'existence de tels services, dont l'effet multiplicateur pour le développement est considérable, seraient essentiels car l'individu qui en bénéficierait serait beaucoup plus à même de devenir un citoyen acteur de son propre destin comme de celui de son pays que le monde de victimes et d'assistés que les dysfonctionnements actuels de la prétendue coopération internationale sont en train de sécréter.

Sans doute de tels contrats de développement paraissent-ils relever de l'utopie. Pourtant, lorsqu'on assiste aux errances de la coopération actuelle, au devenir incertain des protectorats humanitaires de plus en plus nombreux dont les guerres de l'ingérence ont accouché, aux promesses sans lendemain prodiguées à chaque conférence au sommet, tandis que les forces de l'anti-mondialisation – pardon, de l'altermondialisation – se déchaînent en coulisses sans plus de résultat probant, on ne peut s'empêcher de penser que la voie d'une véritable coopération, d'un véritable développement, passe sans doute par de tels chantiers.

Université Paul Valéry (Montpellier III)
route de Mende
34199 Montpellier Cedex 5